

## FAITS SAILLANTS

- Plus d'un million de personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire en 2018
- 807 écoles fermées dont 62 pour cent dans la région de Mopti
- 242 000 enfants privés d'éducation en raison de la fermeture des écoles
- Plus de 124 000 personnes malnutries aiguës sévères prises en charge en 2018

## CHIFFRES CLES

# de pers. ciblées par les acteurs humanitaires en 2018 **2 900 000**

# de pers. déplacées internes (Gouvernement 31 décembre 2018) **120 298**

# de réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger (HCR 31 décembre 2018) **136 008**

# pers. retournées (Direction nationale du développement social 31 décembre 2018) **526 505**

## FINANCEMENTS

**330 millions**  
Fonds requis (USD) 2018

**54%**  
Taux de financement



## Au sommaire

Personnes déplacées internes P.1

Planification humanitaire 2019 P.2

Réalisations de 2018 P.3

Financement P.4

## Plus de 120 000 personnes déplacées internes

Au Mali, les violences variées continuent de forcer de nombreuses personnes à fuir leur lieu de résidence. A la fin de décembre 2018, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a atteint 120 298 par rapport à 62 627 à la fin du mois de juin. Ceci représente une augmentation de 92 pour cent en seulement six mois.

Evolution du nombre de PDI entre décembre 2017 et décembre 2018

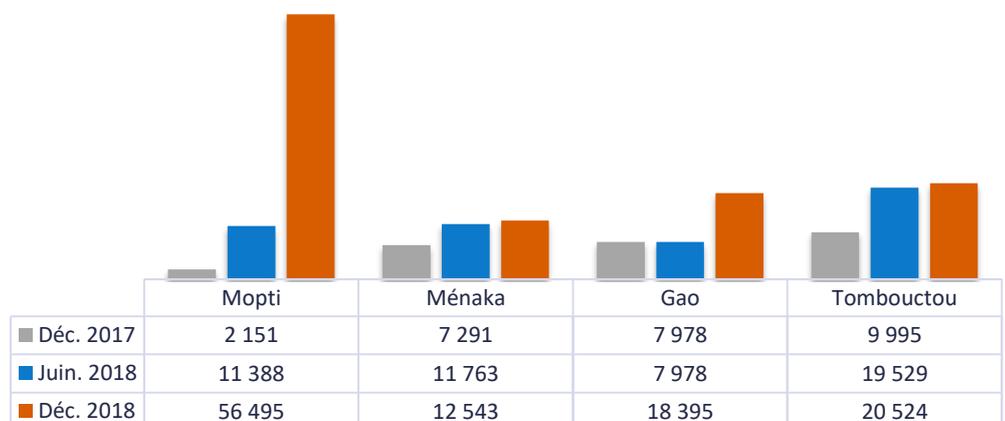


### Plus de 54 000 personnes déplacées en une année dans la région de Mopti

Le nombre de PDI de Mopti est passé de 2 151 en décembre 2017 à 56 495 individus au 24 décembre 2018. La plupart d'entre elles se sont réinstallées dans d'autres communes de la région, bien que plus de 320 personnes déplacées

venant des cercles de Bankass et Koro ont été recensées en décembre dans les environs de Bamako et dans la région de Sikasso. Mopti a enregistré plus de PDI que toutes les autres régions du pays en 2018.

Evolution du nombre de PDI dans certaines régions de déc. 2017 à déc. 2018



## Une nouvelle approche pour la planification humanitaire au Mali

L'exercice du cycle de planification humanitaire pour 2019 a été amélioré par l'introduction de deux nouveautés, à savoir une analyse intersectorielle et des consultations nationales et régionales sous forme d'ateliers réunissant des leaders communautaires, des chefs des services décentralisés de l'État, des partenaires humanitaires et de développement et des partenaires techniques et financiers à Gao, Mopti, Tombouctou et Bamako.

L'analyse intersectorielle a permis d'une part de déterminer des zones à forte vulnérabilité où les acteurs humanitaires devraient travailler ensemble afin d'offrir une meilleure réponse multisectorielle coordonnée. D'autre part, elle a facilité l'identification de zones propices à une plus grande synergie entre acteurs humanitaires et de développement.



Bamako, septembre 2018 : Travaux de groupe à l'atelier national de planification humanitaire 2019. Crédit : OCHA

### 7,2 millions de personnes affectées par la crise

La communauté humanitaire du Mali a été appuyée par une équipe du groupe conjoint d'analyse intersectorielle (Joint Intersectoral Analysis Group) dépendant du département en charge des évaluations et des analyses des besoins au sein d'OCHA. Sur les 7,2 millions de personnes que les acteurs humanitaires estiment être affectées parce qu'elles vivent dans les régions exposées à de multiples chocs de Mopti, Tombouctou, Taoudénit, Gao, Ménaka, Kidal et Ségou (soit 35 pour cent de la population totale), l'analyse de sévérité effectuée par les clusters montre qu'en 2019, 3,4 millions d'entre elles auront besoin d'une assistance humanitaire.

Le Plan de réponse humanitaire 2019 s'articule autour de trois objectifs stratégiques visant à fournir une assistance d'urgence pour sauver des vies, à renforcer et protéger les moyens d'existence et de résilience et enfin, à apporter une protection holistique des groupes de populations les plus vulnérables. La réponse prendra en compte le genre et les spécificités des différentes catégories de la population cible dans le but de maximiser l'impact des projets sur toute la communauté.

## Réalisations en 2018 : un bilan satisfaisant malgré de grands défis

Tout au long de l'année, la situation humanitaire a continué de se détériorer en raison notamment de l'insécurité croissante dans le centre et le nord mais aussi du fait de la présence limitée de l'État dans de nombreuses zones. L'insuffisance de financement pour répondre aux besoins des populations vulnérables et affectées par le conflit, a limité la portée du travail des acteurs humanitaires pendant une grande partie de l'année.

En effet, ce n'est que fin octobre que le niveau de financement est passé de 32 pour cent (106,6 millions de dollars au 30 septembre) à 50 pour cent (165 millions de dollars au 31 octobre).

Malgré ces contraintes, les acteurs humanitaires ont atteint des résultats encourageants. A titre d'exemple, sur le plan de la sécurité alimentaire, 828 000 personnes ont bénéficié d'un appui en moyens d'existence et plus de 95 000 enfants déscolarisés ou non scolarisés dans les zones d'insécurité ont obtenu l'accès à l'éducation. Le tableau ci-dessous présente quelques réalisations clés ainsi que les montants recherchés et reçus.

(K = 1000 - M= 1 000 000)

Secteur	Nature de la réalisation	Nombre de bénéficiaires	Fonds (millions \$US)		
			Recherché	Reçu	% reçu
Abris et biens non alimentaires (BNA)	Appui en abris et BNA	66 800	4,2 M	800 K	18,7
Eau, hygiène et assainissement	Accès durable à l'eau potable	280 800	27 M	7,2 M	27
Education	605 écoles couvertes avec les cantines scolaires	120 700	22 M	13,5 M	61
Nutrition	Prises en charge de la malnutrition (modérée & sévère)	352 300	55 M	33 M	60,4
Protection	Activités de formation, prévention et réponse	16 200	29 M	3,3 M	11,5
Santé	Consultations curatives	984 700	20 M	9,5 M	42,6
Sécurité alimentaire	Assistance alimentaire	1 019 000	159 M	74 M	46,3

Chaque secteur rencontre des défis spécifiques, mais de façon générale l'accroissement des besoins contrastant avec le faible taux de financement a représenté une difficulté majeure pour tous les secteurs. Le financement par cluster a été très déséquilibré avec des clusters tel que l'Éducation, la Nutrition et la Sécurité Alimentaire financés entre 40 pour cent et 60 pour cent, et d'autres comme l'Eau, Hygiène et Assainissement, la Protection, ou encore les Abris et BNA financés à moins de 20 pour cent. Ce dernier n'avait toujours pas reçu de financement à la fin du troisième trimestre. L'exécution de projets par certains partenaires de ce secteur n'a été possible que grâce à des fonds mobilisés hors PRH. La mobilisation tardive de fonds a eu un grand impact sur la réponse.

*Le financement du PRH 2018 était proche du niveau des 56% réalisés en 2013. Ce niveau de financement est remarquable au regard de la révision du montant recherché, qui est passé de 263 à près de 330 millions de dollars en août 2018.*

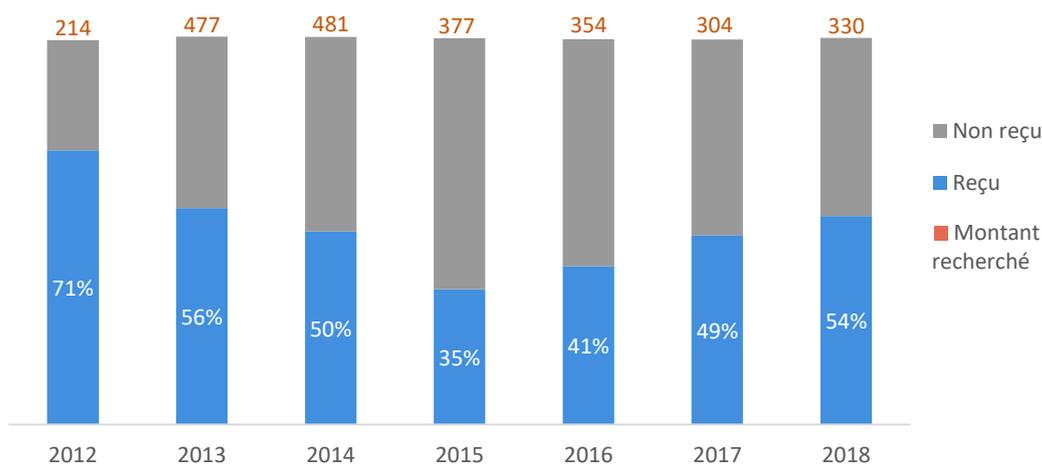
## Plus de 50 pour cent des fonds mobilisés

### Une première depuis l'année 2013

Selon le [service de suivi financier](#) (FTS), à la date du 31 décembre le Plan de réponse humanitaire (PRH) révisé était financé à hauteur de 178,5 millions de dollars, soit 54 pour cent sur la requête de 329,6 millions de dollars.

En 2017 à la même période, le PRH était financé à 49 pour cent. Depuis 2014, aucun PRH n'avait atteint 50 pour cent de financement.

Niveau de financement des requêtes de 2012 à 2018 (en millions de \$)

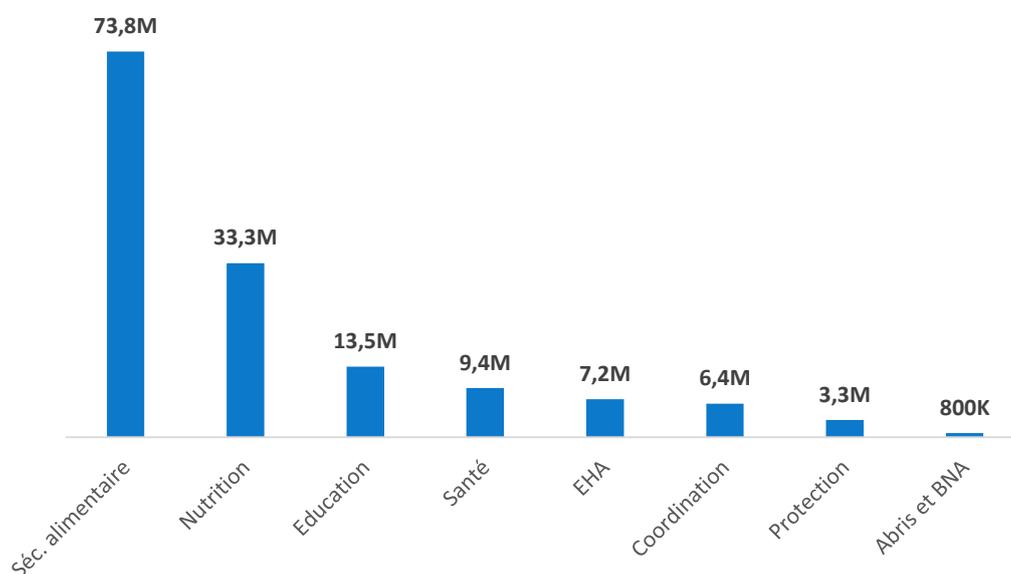


Des contributions de 70,7 millions de dollars ont aussi été faites en dehors du PRH. Ces contributions dans le cadre et en dehors du PRH portent à 249,2 millions de dollars, les fonds alloués à la réponse humanitaire durant l'année 2018.

Tous les secteurs ont enregistré des financements y compris le secteur des abris et biens non alimentaires qui n'avait toujours pas été financé à la mi-novembre. En fin 2018, celui-ci enregistrerait un financement de 800 000 dollars sur une requête de 4,2 millions de dollars

Financement reçu par secteur à la fin de l'année (en US \$)

K = 1000 - M = 1 000 000



*Si l'assistance humanitaire est associée à des objectifs politiques tels que la stabilisation, sa perception par les parties prenantes locales peut être dégradée, ce qui entraîne une détérioration de la sécurité des acteurs humanitaires et donc une perte d'accès.*

## Nécessité de s'adapter face au grand défi de l'accès humanitaire

Au Mali, les contraintes affectant l'accès des humanitaires aux populations et des populations aux biens et services humanitaires sont multiples. Elles incluent les attaques et opérations d'acteurs armés qui peuvent retarder la réponse humanitaire, les actes criminels contre le personnel, les biens et infrastructures humanitaires, l'insuffisance du personnel des services publics et des moyens logistiques. Il y a également la présence des mines et des engins non explosés ainsi que les contraintes environnementales, telles que les inondations. L'analyse des incidents démontre que les humanitaires font surtout l'objet de criminalité et sont ciblés pour les biens matériels, notamment les véhicules. La plupart des incidents sont des cambriolages et des vols de véhicules. Toutefois, une tendance vers une augmentation du recours à la violence lors de ces incidents est à noter. La criminalité avait d'ailleurs poussé six ONG internationales à suspendre temporairement leurs opérations dans la ville de Ménaka au mois de juin.

### Restrictions de mouvements des acteurs humanitaires

L'année 2018 a été marquée par une limitation des mouvements des populations dans certaines zones. Depuis le 1<sup>er</sup> février 2018, il est interdit de circuler à moto et dans des pick-up dans certains cercles des régions de Ségou et Tombouctou et dans toute la région de Mopti. Cette interdiction limite également les déplacements des acteurs humanitaires et leur capacité à opérer dans ces zones. Par ailleurs, le risque lié à la présence d'engins explosifs pose des dangers supplémentaires pour les humanitaires et les populations civiles. Face à toutes ces contraintes, les acteurs humanitaires envisagent de renforcer leur analyse commune et leurs stratégies d'adaptation ; notamment à travers la consolidation de la collaboration avec les communautés pour déterminer leurs besoins réels à satisfaire et les meilleures modalités d'intervention. Une grande implication des communautés dans le processus d'assistance améliorera l'acceptation des humanitaires et facilitera ainsi l'accès.

Dans le but de discuter des défis autour de l'accès humanitaire et d'identifier des solutions pour l'améliorer, une journée de réflexion sur l'accès humanitaire a été organisée le 7 décembre par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en collaboration avec OCHA. Les participants à cette rencontre ont émis des recommandations comme l'adaptation des stratégies d'accès au niveau local, afin de répondre aux spécificités de chaque région. Ils ont aussi décidé de poursuivre les réflexions autour d'une approche cohérente et coordonnée.

## En bref

### Célébration des 16 jours d'activisme

Du 25 novembre au 10 décembre, le Mali a commémoré les « 16 jours d'activisme » contre la violence faite aux femmes à travers divers événements organisés à Bamako et en régions. Sous le thème « Orangez-le monde : Tous unis à l'écoute des femmes et des filles survivantes de violences », la campagne a stimulé les actions visant à mettre fin aux



Tombouctou, 12 décembre 2018 : Marche de célébration de la fin des 16 jours. Crédit : OCHA

violences contre les femmes et les filles. Des émissions radio et des séances de sensibilisation ont été organisées dans plusieurs localités au cours desquelles, des femmes et membres d'associations de survivantes ont pris la parole. A Bamako, à l'initiative d'ONU Femmes, « la nuit de l'aide domestique » ainsi que la caravane « Ma fille va à l'école », ont été des cadres importants d'échanges pour la lutte contre les violences faites aux filles, la promotion de leurs droits et de leurs devoirs. La communauté humanitaire a également soutenu la signature d'une pétition en vue d'adopter une loi contre les violences basées sur le genre (VBG) au Mali.

### Réflexion sur la compréhension de l'impact de la menace explosive au Mali

Le Service de lutte antimines des Nations Unies (UNMAS) et OCHA ont réuni le 15 novembre 2018 à Bamako, des acteurs humanitaires (y compris du terrain), représentant à la fois des ONG internationales et nationales. L'objectif de ce séminaire était d'une part de comprendre l'impact des engins explosifs sur la sécurité physique du personnel humanitaire et sur sa capacité à délivrer l'aide humanitaire au Mali. D'autre part, la rencontre visait à échanger sur la perception des différents acteurs vis-à-vis de l'impact de la menace explosive sur la population civile.



Bamako, novembre 2018 : Ce séminaire était la première étape d'une série de rencontres visant à développer un programme de lutte contre la menace des engins explosifs. Crédit : OCHA

A la fin des travaux, des recommandations ont été formulées. Il s'agit, entre autres, de renforcer la coordination civilo-militaire afin de bien définir l'espace humanitaire et d'assurer l'acheminement sécurisé de l'aide humanitaire dans le respect des principes humanitaires. Il a été recommandé également d'améliorer le partage d'informations notamment l'analyse des axes routiers et des mouvements des forces militaires ainsi que de former le personnel humanitaire dans la reconnaissance et la gestion du risque explosif.

### Echanges entre humanitaires et journalistes : Une expérience à pérenniser

Le groupe des chargés de communication des organisations humanitaires a organisé une journée d'échanges avec les journalistes le 12 décembre 2018. Elle s'est déroulée simultanément à Bamako, Gao, Mopti et Tombouctou. Au total, quelque 70 journalistes ont participé aux discussions. Plusieurs agences des Nations



Bamako, décembre 2018 : A Bamako, la journée d'échanges a pris fin par une conférence de presse. Crédit : OCHA

Unies et ONG internationales ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont animé les différents panels. Les discussions ont porté sur le Droit International Humanitaire, les principes et l'action humanitaires ainsi que la coordination (générale, sectorielle, civilo-militaire).

Tout en saluant l'initiative, les journalistes ont souhaité qu'elle soit renouvelée et de façon plus fréquente. Ils ont exprimé d'autres attentes comme leur faciliter l'accès

rapide aux informations humanitaires, la multiplication des communications en langues nationales ainsi que la création d'un cadre de concertation entre les journalistes et les acteurs humanitaires. Les participants à cette journée d'échanges se sont engagés à fournir des informations responsables qui ne seraient pas une source de nuisance pour les communautés.

Les humanitaires à leur tour, ont demandé aux journalistes de bien vérifier toute informations humanitaires avant publication et de s'organiser pour mieux couvrir les sujets humanitaires dans les zones affectées.

### **Soutien à la coordination humanitaire et à la négociation d'accès à Kidal et Ménaka**

OCHA a mené une mission de soutien à la coordination humanitaire à Kidal et à Ménaka du 19 au 23 novembre 2018.

La mission avait pour objectifs de renforcer le plaidoyer pour l'accès humanitaire sécurisé, pour l'assistance aux populations vulnérables et pour améliorer la sécurité des humanitaires, de leurs installations et de leurs biens.

La délégation composée du chef de bureau d'OCHA, d'un officier chargé de la coordination civilo-militaire et deux chargés des affaires humanitaires, a échangé avec les

autorités, les acteurs armés et les mouvements signataires ainsi qu'avec la société civile. Dans chaque localité, les représentants des femmes et des jeunes ont plaidé pour un meilleur accès à l'eau, à l'éducation, à l'emploi et à la formation.



Ménaka, novembre 2018 : Rencontre avec des femmes de la Coordination des associations et organisations féminines (CAFO). Crédit : OCHA

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Ute Kollies**, Chef de Bureau, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Katy Thiam**, Chef de l'unité Information Publique et Plaidoyer, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tél. (+223) 75 99 57 61

**Ibrahima Koné**, Chargé de l'Information Publique, [kone65@un.org](mailto:kone65@un.org), Tél. (+223) 75 99 55 81

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)